

RENOUVELLEMENT DU PROJET ASSOCIATIF

Objet : 1 mandat à faire voter et 1 note d'information suivie d'une consultation aux groupes

MANDAT : l'AG donne un mandat au CA de continuer le travail sur le projet associatif et travailler à repeupler les comités de travail existants

Contexte :

Le projet de renouvellement du projet associatif est né pour répondre à différents besoins et enjeux que nous avons identifiés et qui concernent le Réseau, et (donc) la lutte antinucléaire

Des enjeux qui concernent la structure même du réseau :

- à chaque nouveau CA les administrateur.ices et l'équipe salariée font face à des problèmes d'ordre structurel : frustrations, incompréhensions, épuisement des conseils d'administration, décalages entre le CA et l'équipe salariée ... Pour ne pas nous heurter continuellement aux mêmes murs, nous pensons qu'il est donc nécessaire de repenser notre structuration interne.

Des enjeux qui concernent la place du réseau dans les luttes antinucléaires

- nous pensons que le réseau doit se repenser, compte tenu du nouveau contexte politique, militant, et de la lutte antinucléaire ; et s'interroger sur la place qu'il veut avoir dans ce contexte.
Par exemple : il est connu que la lutte antinucléaire est passée en arrière plan des autres luttes climatiques et sociales, souvent au profit d'« écologistes » qui prônent les bienfaits du nucléaire. Il est aussi connu que le réseau perd sa représentativité localement.

En bref : nous pensons que nous devons travailler à repenser nos objectifs, notre place, et notre fonctionnement, compte-tenu de ces divers éléments que nous venons d'évoquer.

Qu'est ce qui a déjà été fait ?

Dans la continuité du travail de réflexion déjà commencé, et des objectifs identifiés dans le plan stratégique et opérationnel 2018-2022, en 2020 a été lancé le groupe de travail autour du renouvellement du projet associatif (rendez-vous au rapport d'activité 2020 à la page 27 où vous trouverez un résumé de la division du travail ainsi que l'avancement de la réflexion).

Le CA a pour mandat de "continuer le travail du projet associatif" : concrètement, cela implique quoi ?

Des groupes de travail existent déjà et fonctionnent de manière autonome. Le CA n'a donc pas pour rôle de les remplir ou d'y participer activement - bien que si certain.e.s administrateur.ices le souhaitent, ils ou elles peuvent rejoindre la dynamique : puisque les groupes de travail sont ouverts sur cooptation !. Le CA a donc pour mandat de simplement laisser exister cette dynamique, de se tenir au courant de l'avancée des travaux et de se coordonner avec.

À savoir que : dans le CA actuel, plusieurs personnes font déjà partie de cette dynamique de refonte. Un lien entre CA et projet asso est donc déjà, de fait, assuré.

Constat du besoin de repeupler les comités de travail :

Le fonctionnement du conseil d'administration en collégialité du Réseau permet de partager les responsabilités et les prises de décisions. Néanmoins, les champs d'action du Réseau étant si vastes (juridique, communication média, porte-parolat, communication grand public, revue trimestrielle, boutique, mobilisations, gestion des fonds, administratif, gestion du site web, ressources humaines), la collégialité montre ses limites lorsque les membres du CA (bénévoles) doivent répondre à toutes les sollicitations de prise de décision qui concernent ces différentes thématiques. Cela se traduit par un épuisement des administrateur.rice.s, et parfois par des sentiments d'incompétence et d'illégitimité.

Cette année nous avons été confronté.e.s à cette situation d'épuisement et alors qu'il y avait des administrateur.ice.s démissionnaires, l'appel à cooptation s'est avéré compliqué du fait de la complexité des de certaines tâches, notamment administratives, à assumer.

Alors, au sein du GT Projet associatif, la question s'est posée de comment décentraliser la les prises de décision pour soulager les administrateur.rice.s.

Quelle a été la proposition retenue ?

Impulser une implication plus importantes des militant.e.s de terrain (qui auraient les compétences pour gérer certaines tâches bien définies) en les invitant à rejoindre les comités de travail existants (un comité par champ d'action, définis auparavant), qui eux seraient mandatés par le CA pour prendre des décisions suivant une ligne directrice définie en amont par le CA, les salarié.e.s et les comités de travail eux-mêmes.

Permettant ainsi que les membres du CA gardent un rôle plus « politique », un rôle de garants des grands objectifs et orientations à donner en début d'année.

Pourquoi cette proposition ?

Puisque le GT Projet Associatif fera des propositions de changement de structure d'ici le congrès en 2022, et que ce type de changement prend du temps et doit être travaillé avec une vision de long terme, il nous est paru logique de commencer dès maintenant à inviter des personnes à investir les comités de travail.

Donc, en cette période un peu transitoire où nous ne pouvons pas encore vous dire concrètement quelle direction prendra le Réseau, nous proposons de commencer par cette proposition.

Quel est l'objectif de ce mandat ?

Pour tout changement structurel (ou travail préalable à un changement) d'une association, le CA actuel doit avoir été mandaté par l'Assemblée Générale pour mener ce type de travail. De ce fait, on vous invite à vous prononcer afin que le CA soit officiellement mandaté pour mener à bien ce travail et qui commence à poser les bases d'un nouveau fonctionnement qui irait vers une décentralisation de la prise de décision et continuer avec la régionalisation du Réseau.

Note d'information 1 : les « États généraux » de la lutte antinucléaire

Un des quatre groupes de travail issus des réflexions de refonte du projet associatif, est le groupe de travail appelé « États Généraux » qui a comme objectif d'impulser l'organisation de rencontres locales, régionales puis national, pour faire un état des lieux de la lutte antinucléaire (en la détachant du Réseau) ; identifier et analyser nos besoins, nos manques, et nos objectifs à court et long terme ; et repenser à partir de cela nos luttes dans des perspectives futures.

Pour ce faire, un texte d'appel a été rédigé afin d'inviter les collectifs, associations, militant.e.s, à participer à l'organisation de ces rencontres à différentes échelles.

Voici le texte d'appel :

En ces temps où le lobby nucléaire s'agite en tous sens pour relancer la filière :

- *En surfant sur la mobilisation pour le climat, vantant le nucléaire comme LA solution « décarbonée » et passant sous silence les dangers, pollutions et atteintes au vivant qu'il est en réalité !*
- *En semant le doute au sein même de la lutte écologiste,*
- *En plaçant les générations à venir dans l'impasse de déchets radioactifs ingérables, dangereux et coûteux,*
- *En s'exprimant par la voix du président de la République qui « a besoin du nucléaire » comme il l'a proclamé au Creusot,*
- *En essayant de colmater ses déboires financiers par tous les moyens, qu'il s'agisse du plan Hercule pour nationaliser le nucléaire, ou d'un lobbying intense pour obtenir le label européen « énergie verte »,*
- *En développant dans les régions une campagne de communication et un relais médiatique intense de chantage à l'emploi que procure le nucléaire au moment même où la plupart des réacteurs de 900MW arrivent à péremption et où il faudrait décider de les fermer,*
- *En faisant le forcing pour charger en combustible l'EPR de Flamanville*
- *En tentant d'obtenir la Déclaration d'Utilité Public de Cigéo pour lancer le début des travaux coûte que coûte, puis prochainement en déposant la Demande d'Autorisation de Création de cette poubelle nucléaire, indispensable à la poursuite de la filière,*
- *En développant une politique autoritaire de répression, de fichage, et de criminalisation*
- *En balayant d'un revers de main toutes les consultations publiques*
- *En faisant croire que seuls les "élites", "spécialistes", ou "technocrates" sont aptes à décider*

Nous, anti nucléaires de tous horizons, conscients des enjeux sociaux et écologiques, signataires de cet appel, invitons l'ensemble des collectifs, associations à se rassembler et préparer des ETATS GENERAUX de la lutte anti nucléaire.

Élaborons ensemble une réflexion éclairée sur les enjeux, les cibles prioritaires, les stratégies, les forces, la coordination de nos actions et la mutualisation de nos moyens pour faire tomber le colosse aux pieds d'argile et aller "vers une autre façon de faire société" : c'est le moment !

Nous proposons de fonctionner par échelles : partir du local pour aller vers le national !

Commencer par des petits états généraux décentralisés, au niveau local puis au niveau régional : pour permettre à un maximum de personnes de participer ; mais aussi pour faire le point au niveau local, régional ; se rencontrer, se retrouver, renforcer nos liens à la petite échelle !

*Puis terminer par des États Généraux, cette fois à l'échelle nationale : pour partager largement ce qui s'est dit dans chaque région, sortir de nos entre soi et rencontrer d'autres réalités, mutualiser des outils, des façons de fonctionner ; nourrir nos dynamiques locales !
Mais aussi, faire le point sur la situation au niveau national, et penser ensemble la suite !*

Le calendrier que nous vous proposons :

- 1ères rencontres locales : octobre/novembre.
Rencontres et échanges des groupes/collectifs/individus.e.s

- Rencontres régionales : février/mars
Partage des rencontres locales et échanges

- États généraux en été !

*Cet appel vous convient ? Vous souhaitez en être et que nous organisions ensemble des États Généraux ?
Faites-le savoir à l'adresse suivante :*

Consultations à l'AG par rapport aux États généraux :

En élaborant et en planifiant ces rencontres nationales, au sein du GT Projet associatif, nous avons voulu impliquer les participant.e.s à l'AG concernant deux sujets :

1. Le nom que nous voulons donner à ces rencontres nationales

Nous avons commencé à imaginer ce projet en l'appelant les « États Généraux » de la lutte antinucléaire. C'est un terme qui, pour nous, semblait fédérateur et qui rentrait bien dans l'objectif de ces rencontres (faire les états des lieux, mais aussi mobiliser pour repenser et renouveler la lutte).

Mais, après discussions, il est apparu que ce terme pouvait porter à confusion, être compris autrement Parce-que pour certain.e.s il renvoie surtout à la Révolution Française et qu'il n'est pas simple de faire le lien avec nos luttes actuelles. Nous n'avons pas réussi à décider si oui ou non nous devions changer de nom. Nous avons alors décidé que nous nous tournerons vers vous pour avoir vos avis.

Nous vous donnons les options suivantes :

- a. Grandes rencontres pour un renouveau de la lutte antinucléaire
- b. États Généraux
- c. État des lieux de la lutte antinucléaire
- d. Rencontres antinucléaires pour le climat

2. La faisabilité du calendrier de ces rencontres

En imaginant ce rencontres, nous avons pensé au calendrier suivant :

- 1ères rencontres locales : octobre/novembre.
Consultation et rencontres des groupes/collectifs/individus.e.s

- Rencontres régionales : février/mars
Partage des rencontres locales et échanges

- États généraux nationaux en été 2022!

Au début, nous voulions que ces rencontres nationales servent comme base de données pour formuler la refonte du projet associatif du Réseau. Ainsi, il faudrait qu'elles se tiennent avant mai 2022 (car le congrès du réseau aura lieu à cette période là) pour pouvoir bien analyser les données recueillis lors de ces rencontres.

Mais nous savons aussi le temps que cela peut prendre d'organiser un évènement au niveau national et qu'il est important de bien pouvoir le préparer et l'organiser. Cette période de l'année est aussi celle des élections présidentielles et législatives et cela peut être difficile de mobiliser à ce moment-là. Sachant que les rencontres locales et régionales auront lieu avant le congrès 2022, certain.e.s d'entre nous pensons qu'il est néanmoins possible d'avoir assez d'information importante à prendre en compte lors de la reformulation du projet associatif du Réseau.

Ces deux positions s'affrontent (rencontres nationales avant mai ou en été) et nous avons du mal à trancher. Nous avons donc souhaité recueillir votre avis à ce sujet.

Dans tous les cas, nous voulons que cette rencontre National de la lutte antinucléaire ne soit pas celles du Réseau, mais portées inter-collectivement, et par des groupes ou individu.e.s qui ne font pas partie du réseau mais qui se reconnaissent dans les enjeux de ces rencontres.